



drynet

www.dry-net.org

No. 7

Décembre 2009

Des Nouvelles Drynet

Une démarche internationale pour l'avenir des terres arides

Le projet Drynet réunit 14 associations de par le monde qui travaillent ensemble à lutter contre la dégradation des terres.

INFORMATIONS GENERALES

SOMMAIRE

ACTUALITÉS DU MONDE

Des nouvelles de Drynet 1

Protocole bio-culturel 2

Agenda international 3

Extraits de : Pas de solution facile aux interactions entre l'élevage et le changement climatique 4

ACTUALITES DES REGIONS

Synthèse de l'atelier de Ziguinchor 5

Lutte contre la salinisation des rizières dans la communauté rurale de Coulaban10

Publié par :



ENDA -TM
Programme « Energie, Environnement, Développement »
e-mail : enda.energy@orange.sn /
URL: <http://energie.enda.sn>

Financé par :



Des nouvelles de Drynet

Bienvenue à la septième édition des Nouvelles de Drynet, la newsletter du réseau Drynet qui vous informe sur les enjeux des terres arides à travers le monde, considérés à partir d'une perspective locale. Ce numéro est consacré à l'analyse des travaux que nous avons menés ces trois dernières années et de nos projets pour l'avenir. Nous voulons introduire comme sujet thématique le pastoralisme et les pasteurs nomades à travers les terres arides du monde.

Comme cela avait été mentionné dans les précédents numéros, le projet Drynet avait été mis en place pour une période de trois ans grâce, en majeure partie, au soutien de l'Union européenne et du Mécanisme global. Cette phase du projet officiel du réseau Drynet arrivant à terme, les membres travaillent en ce moment à l'évaluation des résultats, des réalisations et des répercussions des travaux de ces trois dernières années. Lors de ce processus d'évaluation, au vu des bénéfices et des points forts du réseau pour les partenaires privés comme pour les communautés locales et la sphère mondiale, il s'est avéré souhaitable que le réseau Drynet et ses activités se poursuivent.

Pour parvenir à réunir toutes nos réalisations

et à avoir une idée claire de ce qui devrait suivre, Drynet a organisé sa Troisième réunion annuelle au début du mois de novembre en Italie. La réunion se divisait en deux parties : une réunion interne pour élaborer une stratégie sur la suite à donner et une réunion externe de deux jours à laquelle nous avons convié les principales parties prenantes engagées dans les questions des terres arides et d'éventuels partenaires stratégiques pour une future coopération. Cette réunion s'est tenue dans le bâtiment du FIDA et certains de leurs employés ont pu nous rejoindre, nous apportant des informations capitales. D'autres discussions fondamentales ont pu être menées grâce à la présence de certains autres collègues du Mécanisme global, de la FAO, de la Commission européenne, des représentants de la Suisse et de la France, de l'ILC (International Land Coalition) et de DesertNet. Drynet a présenté le travail de ces dernières années et a énoncé les trois champs d'actions principaux que le



"L'équipe Drynet et certains de ses partenaires stratégiques pendant la troisième rencontre annuelle en novembre 2009, Rome, Italie"

réseau souhaite se donner pour les années à venir. Drynet veut d'abord constituer un point focal et un centre de connaissances locales et traditionnelles sur les terres arides et la dégradation des terres. Il souhaite en effet être un trait d'union entre les communautés locales, les décideurs ou encore et surtout la communauté scientifique. Cela pourrait permettre aux problématiques locales d'obtenir l'attention qu'elles méritent et d'ouvrir des canaux d'information à double sens, pour que les avancées scientifiques puissent s'appliquer là où elles sont le plus demandées. Ensuite, Drynet veut continuer de consolider les forums des parties prenantes qu'il a initiés ces dernières années. Leur objectif est de créer des partenariats stables et fiables pour le dialogue tant national qu'international, tout au moins entre les communautés et les politiques. Ce point nous conduit au dernier champ qui vise à donner

plus de poids aux communautés locales et aux OSC dans la sphère internationale. La conjoncture nous montre qu'il faut, aujourd'hui encore plus qu'avant, porter encore plus haut les voix des communautés locales ; beaucoup reste à faire pour atteindre ce processus réellement participatif. La réunion interactive s'est révélée très porteuse pour nos projets d'avenir et des engagements forts ont été pris quant à la collaboration pour nos prochaines réalisations, des soutiens aussi bien financiers que matériels et sous la forme d'alliances et de coopérations stratégiques importantes. Dans les prochains mois, Drynet, conjointement avec certains de ses partenaires, va se lancer dans une recherche active de plus de partenariats et d'alliances. Tandis que l'ensemble des membres, le Comité de pilotage en particulier, travaillent d'arrache-pied aux détails qui constitueront la prochaine étape du travail de Drynet, nous pouvons

maintenant nous accorder sur le fait que notre travail et nos efforts de collaboration se poursuivront.

L'objectif de Drynet reste la lutte contre les effets de la désertification ressentis à travers le monde. Notre engagement pour améliorer les conditions de vie des personnes touchées par le changement climatique, la sécheresse et la dégradation des terres est plus fort et plus déterminé que jamais. Nous vous remercions de votre attention et participation sans relâche pendant ces trois années. Notre réseau compte sur vous et votre organisation pour une prochaine coopération.

Par le partenaire de Drynet, Both



"Pastoralist in India."

conservation sont des approches ex situ, par exemple la congélation des semences ou dans des exploitations agricoles gérées par les gouvernements. Les gardiens de troupeaux sont tout aussi concernés, et rarement conscients des droits qu'ils ont sous la CDB-NU et d'autres cadres légaux internationaux et nationaux.

C'est là qu'interviennent les Protocoles bio-culturels. Ils constituent un outil de sensibilisation très important auprès des communautés leur permettant d'avoir conscience de leurs droits et de pouvoir les invoquer. En établissant un Protocole, une communauté enregistre ses savoirs ancestraux et les ressources génétiques qu'elle a sauvegardées. Il lui permet aussi

INFORMATION GENERALES

Protocoles bio-culturels : Un outil pour aider les communautés pastorales

Dans les terres arides en particulier, les gardiens de troupeaux sauvegardent les ressources génétiques animales pour l'alimentation et l'agriculture depuis des millénaires et développent de façon optimale des espèces adaptées aux conditions rigoureuses de leurs écosystèmes. Ces animaux sont capables de faire face aux sécheresses périodiques et ont cet atout inestimable de pouvoir s'adapter au changement climatique, atout que les espèces à haut rendement développées par les scientifiques n'ont pas. Le rôle des gardiens de troupeaux indigènes et leur

compétence en matière de sauvegarde des espèces sont reconnus par le Plan d'action mondial pour les ressources zoogénétiques et ont fait l'objet d'une publication récente par la FAO (FAO 2009). Par ailleurs, la Convention des NU sur la Diversité biologique (CDB) demande aussi aux pays signataires de s'engager à soutenir la conservation in situ et de respecter et préserver les savoirs ancestraux, les innovations et les coutumes des communautés locales et indigènes. Malgré ces accords internationaux, la conservation in situ pratiquée par les pasteurs nomades et d'autres communautés reçoit rarement le soutien qu'elle mérite et la plupart des efforts de

de réfléchir sur ses possibilités pour l'avenir et l'informe sur les droits existants à travers un processus d'aide. Ce dernier est formalisé dans un document résumant le rôle de la communauté dans la conservation de la biodiversité et ses droits. Alors que les Protocoles ont été élaborés dans le cadre de la discussion sur l'Accès et le Partage des avantages sous la CDB, ils constituent un outil de mise en application du paragraphe 8j de la CDB sur la conservation in situ. Grâce à l'aide du partenaire de Drynet, Lokhit Pashu-Palak Sansthan (LPPS) et de la Ligue pour les éleveurs nomades et le développement endogène de l'élevage (LPP) ainsi que de l'ONG sud-africaine Natural Justice, les Raika du Rajasthan sont les premiers pasteurs nomades à avoir développé un tel Protocole mais d'autres les ont déjà imités. Cela va changer la donne entre les communautés locales et les agences de développement extérieures.

Pour plus d'informations :

. FAO 2009 Livestock keepers - Guardians of biodiversity. Animal Production and Health Paper 167. Rome.

http://www.pastoralpeoples.org/docs/livestock_keepers_guardians.pdf

. Natural justice and UNEP.2009.

Protocoles bio-culturels. L'approche d'une communauté pour préserver l'intégrité des lois et politiques environnementales.

<http://www.unep.org/communityprotocols/PDF/communityprotocols.pdf>

. Le Protocole Bio-culturel des Raika

<http://www.abs.biodiv-chm.de/fileadmin/ABS/documents/2009-Raika%20Community%20Protocol%20final.pdf>

By Drynet partner Ilse Köhler-Rollefson, LPP, Germany

Agenda International 2010

01 - 04 Février 2010 - Conférence de ICARDA sur la sécurité alimentaire et le changement climatique en terre aride "Food security and Climate Change in Dry Lands" à Amman en Jordanie.

www.icarda.cgiar.org/Announcement/2009/IntlConfnc_FoodSecurity/FoodSecurityAndClimateChangeInDryAreas_2009.htm

21 - 27 Février 2010 - Quatrième conférence internationale sur l'adaptation communautaire, à Dar Es Salaam, en Tanzanie. La prochaine conférence vise à partager et consolider les dernières avancées sur la planification et la pratique de l'adaptation communautaire dans les différents secteurs et pays d'Afrique. Elle transmettra ces bonnes pratiques à travers des discussions au cours d'un atelier. En fin de compte, elle vise à partager les connaissances et expériences permettant d'aider les personnes les plus vulnérables au changement climatique.

<http://community.eldis.org/.59b70e86/CBA%20Conference%20Announcement.pdf>

28 - 31 Mars 2010 - Conférence internationale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD) pour un meilleur impact de la recherche sur le développement. Construire à la demande à Montpellier, en France. Le GCARD 2010 se divise en deux parties. D'abord un sommet réunissant des décideurs expérimentés issus de gouvernements, d'agences internationales et des principales organisations parties prenantes. Ces derniers vont examiner le besoin et le montant de l'investissement pour la recherche agricole et les institutions associées nécessaires à un plus grand impact des nouvelles connaissances sur les pauvres. La seconde partie, la principale, impliquera un échantillon de parties prenantes

issues de tous les secteurs engagés dans la recherche agricole pour le développement. Parmi elles, citons des agriculteurs, des consommateurs, des organisations de la société civile, des prestataires de services, des fournisseurs d'intrants et des représentants du marché. Les personnes concernées par la recherche et les informations agricoles qui en résultent dans les secteurs du public, du privé et internationaux, ainsi que les organismes de financement qui soutiennent la recherche et les processus de conseil, participeront aussi à la session principale.

http://www.egfar.org/egfar/website/gcard/2010-conferenceFoodSecurityAndClimateChangeInDryAreas_2009.htm

16 - 20 Août 2010 - Deuxième conférence internationale sur le Climat, le Développement durable et le Développement dans les régions semi-arides (ICID II) à Fortaleza au Brésil. L'ICID 2010 vise à rassembler les décideurs politiques, les scientifiques et les membres de la société civile dans la perspective de promouvoir un développement sûr et durable dans les régions semi-arides du monde. Les organisateurs de l'évènement espèrent identifier et concentrer leurs actions sur les défis et les possibilités de proposer un meilleur avenir aux régions arides et semi-arides du monde. La conférence va donner lieu, publier et présenter des recommandations pour guider les politiques et les analyses mondiales, continentales, nationales et locales visant à réduire la pauvreté et améliorer les vies des peuples des terres arides à travers le monde.

<http://ictsd.org/i/events/59501/>

8 - 11 Novembre 2010 - Troisième conférence internationale sur les terres arides, les déserts et la désertification au Sede Boger Campus, en Israël.

Cette conférence portera sur la restauration des terres arides dégradées. <http://cmsprod.bgu.ac.il/Eng/Units/bidr/desertification2008/>



Des nouvelles de DRYNET

Une démarche internationale pour l'avenir des terres arides

INFORMATIONS GENERALES

Extraits de : Pas de solution facile aux interactions entre l'élevage et le changement climatique

Le fait de simplement diminuer l'élevage du bétail dans les pays pauvres ne réduira pas la quantité d'émissions et ne bénéficiera pas aux pauvres, déclare l'expert en élevage Carlos Seré. Pour beaucoup, les termes de "gaz à effet de serre" et de "changement climatique" évoquent des cheminées libérant des nuages nocifs, un trafic engorgé, le fond craquelé d'un lit de lac asséché ou un ours polaire se cramponnant à une banquise fondante.

Ces termes évoquent rarement des agriculteurs labourant des champs, semant des graines ou nourrissant des animaux.

En effet, jusqu'à une date récente, l'agriculture - en particulier dans les pays en développement - a été largement absente dans les négociations sur les changements climatiques.

Or, ce type d'agriculture contribue grandement aux changements climatiques dont elle est également une victime. Les activités agricoles, y compris le déboisement, la fertilisation des sols et le transport des produits, et l'élevage, représentent environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pendant ce temps les agriculteurs, en particulier dans les pays en développement, sont menacés par les changements climatiques, comme la modification des configurations des pluies et des conditions climatiques plus sévères et imprévisibles.

L'élevage mérite certainement l'attention des experts sur les changements climatiques. Les émissions provenant des animaux représentent un peu plus de la moitié de toutes les

émissions agricoles, soit environ 18 pour cent des émissions totales.

Mais alors que les négociateurs se préparent pour Copenhague, le programme de certains lobbyistes semble être motivé par un parti pris de longue date contre la viande, préconisant des solutions simples face à des problèmes complexes.

Un large consensus existe sur le fait que les productions animales hautement intensives dans les pays riches peuvent être malsaines pour la santé et l'environnement et nocives pour l'homme, et devraient en conséquent être réduites. Mais ceux qui présentent l'élevage comme étant le principal responsable du réchauffement de la planète omettent de mentionner le «fossé de l'accès à la viande» qui sépare les économies industrielles des économies agricoles.

Les émissions issues de l'élevage dépendent de la façon dont les animaux sont élevés et nourris. En effet, l'élevage au grain pratiqué dans les fermes industrielles des pays industrialisés émet des niveaux beaucoup plus élevés de gaz à effet de serre que l'élevage dans le pâturage des fermes familiales des pays en développement.

La surproduction et la surconsommation de la viande, du lait et des oeufs sont devenues un risque pour la santé dans les pays du Nord, tandis que le Sud souffre de malnutrition chronique - en partie due à la sous-production et à la sous-consommation de ces aliments.

La majorité des gens qui élèvent du bétail dans les pays en développement sont soit de petits exploitants agricoles qui nourrissent leurs animaux à l'herbe et avec d'autres fourrages courants, des suppléments saisonniers de tiges et autres déchets issus de la récolte des cultures, soit des éleveurs qui se déplacent périodiquement avec leur bétail à la recherche de nouvelles sources d'herbe et d'eau.

Ces deux groupes ne peuvent pas gagner leur

vie en dehors de l'agriculture et de l'élevage et ces deux activités laissent sur l'environnement une empreinte relativement faible. Ainsi, la totalité du bétail du continent africain n'est responsable que de trois pour cent des émissions mondiales de méthane issues de l'élevage.

Et il est possible de réduire ces émissions par l'amélioration de l'alimentation des animaux sous-alimentés, étant donné qu'une mauvaise alimentation diminue leur capacité de production de lait et de viande et encourage les populations pauvres à élever plus d'animaux, au lieu d'en élever moins.

La baisse de la productivité, même infime, peut menacer l'approvisionnement en lait, en viande et en oeufs pour des communautés sous-alimentées, alors qu'elles ont besoin de ces aliments nourrissants.

Pour de nombreuses personnes, y compris le milliard d'êtres humains qui vit dans la pauvreté absolue et la faim chronique, la solution n'est pas de débarrasser le monde du bétail, mais plutôt de trouver des méthodes durables d'élevage des animaux.

De nombreux experts en élevage, y compris ceux de mon propre institut en Afrique, cherchent à développer une «troisième voie» de production animale, se situant à mi-chemin entre l'élevage industriel et l'élevage familial - un élevage qui promet d'offrir les moyens de sortir de la pauvreté sans épuiser nos ressources naturelles, sans affecter notre climat ou sans menacer notre santé publique.

Carlos Seré est le directeur de l'Institut international de recherche sur l'élevage, à Nairobi, au Kenya. L'article intégral a été publié le 5 novembre 2009 sur le site SciDev.Net, à l'URL suivante : <http://www.scidev.net/en/sub-suharan-africa/opinions/no-simple-solution-to-livestock-and-climate-change.html>

INFORMATIONS RÉGIONALES

Lutte contre la dégradation des terres et adaptation aux changements climatiques

Synthèse de l'atelier de Ziguinchor

Du 23 au 25 novembre 2009, s'est tenu à Ziguinchor, l'atelier national sur les expériences de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et d'adaptation au changement climatique. Il s'inscrit dans la série des activités mises en œuvre par ENDA dans le cadre du projet DryNet.

Outre la proposition de mécanismes devant faciliter la participation de la société civile dans le processus de mise en œuvre de la Convention au niveau national et la promotion des expériences développées au niveau local en matière de lutte contre la désertification et d'adaptation au changement climatique, les objectifs étaient de :

- améliorer la connaissance sur les questions liées au changement climatique et ses effets au niveau local ;
- consolider les efforts de lutte contre la dégradation des terres pouvant contribuer à l'adaptation au changement climatique ;
- renforcer la capitalisation des expériences afin de dégager des bonnes pratiques de lutte contre la dégradation des terres et d'adaptation au changement climatique.

DRYNET : décentralisation pour une implication élargie des ONG/OCB dans la gestion durable de l'environnement

ENDA poursuit, à travers l'atelier national sur



Atelier de Ziguinchor

les expériences de lutte contre la dégradation des terres et d'adaptation au changement climatique – deuxième du genre – sa dynamique de mise en œuvre du programme DryNet pour la promotion et le renforcement de la société civile active sur les questions liées à la dégradation de l'environnement et au développement.

Durant l'atelier, plusieurs initiatives ont été promues qui mettent l'accent, entre autres, sur la contribution des acteurs à la prise en compte des cadres globaux et nationaux de lutte contre la désertification (PAN/LCD) dans les actions et initiatives aux niveaux national et local. Compte tenu de la disparité des contextes, pour les mêmes conséquences sur les écosystèmes et sur la biodiversité, la dynamique concernant les zones arides a été élargie aux écosystèmes de mangrove, en rapport avec l'UICN-NL. D'où l'implication des acteurs de la zone lagunaire de Joal-Fadiouth – zone fortement menacée par la disparition progressive de la mangrove en tant qu'écosystème comportant des dimensions sociale et économique non négligeables.

Au-delà des acteurs de base, la prise en compte de la question environnementale, aujourd'hui accentuée par le changement climatique, interpelle également les Elus locaux, dans le cadre de la mise en place des politiques de développement local, à l'instar des Agenda 21 locaux ou des Plans Locaux de développement (PLD). La sensibilité et l'imprégnation de ces catégories d'acteurs constituent aujourd'hui un gage et un critère incontournable pour l'atteinte des objectifs de développement. Il en est de même pour les médias, surtout communautaires, qui contribuent à une communication plus large mais plus spécifique sur les problèmes environnementaux vécues par les populations.

Dans le souci de partager les expériences et les acquis des uns et des autres, Enda a donc offert aux différents participants de cet atelier l'opportunité d'interagir et de développer les bases d'un partenariat effectif pour une meilleure gestion des ressources naturelles et, en particulier, forestières, de la région naturelle de la Casamance.

Le choix de Ziguinchor se justifiait par le

INFORMATIONS RÉGIONALES

souci de décentraliser un certain nombre d'initiatives, tout en créant les conditions d'une implication et d'une prise en compte des expériences et des positions des acteurs décentralisés sur les questions de l'heure, singulièrement, la question du climat, de la dégradation de l'environnement et de leurs impacts sur l'économique, le social, la gouvernance, finalement, sur le développement.

Le processus PAN/LCD et la lutte contre les changements climatiques

La communication sur le processus de mise en œuvre du programme d'action national de lutte contre la désertification (PAN/LCD) a permis de noter les efforts investis par le gouvernement et les acteurs non gouvernementaux pour une implication réelle de la société civile. Cette participation basée sur la mise en place de mécanismes démocratiques représentatifs, a favorisé la validation d'un Programme d'Action National consensuel et son articulation au Plan d'Action National pour l'Environnement (PNAE). On note aussi l'intégration du PAN dans les stratégies nationales et sectorielles.

Par ailleurs, des acteurs qui jusque-là n'étaient pas associés au processus PAN, ont pu être sensibilisés sur l'intérêt de préserver les ressources naturelles existant en Casamance, jusqu'ici considérée comme le poumon vert du Sénégal.

La région n'en est pas moins confrontée aux problèmes environnementaux dont la déforestation, la dégradation de ses sols du fait, entre autres, de la salinisation, des techniques d'aménagements hydro agricoles pas toujours



Participants durant l'atelier de Ziguinchor

adaptées... Cette dégradation des sols affecte l'agriculture, conduit à une baisse du cheptel de l'élevage. Elle entraîne, par ailleurs, un déplacement de populations et une surcharge de travail pour certaines catégories sociales et les femmes. Les participants ont donc, durant la rencontre, « démystifié » la question du changement climatique en mettant en exergue ses manifestations et ses incidences aussi bien sur les activités productives (agriculture, élevage, pêche, etc.) que sur les populations elles-mêmes. Ils ont ainsi identifié des expériences de gestion durable de l'environnement pouvant servir de réponses au changement climatique.

En Casamance et dans les villages proches de la Guinée-Bissau ou de la Gambie, les ONG et les OCB interviennent avec les populations dans la récupération des terres salées, à travers des aménagements hydro-agricoles, des activités de reboisement de la mangrove, etc. Ces initiatives permettent notamment aux villageois de pratiquer l'agriculture et d'accéder à l'eau potable. D'autres activités liées à la sécurité alimentaire (la riziculture, l'ostréiculture) et à la

préservation des forêts (suivi des scieries) sont également à considérer.

PANEL SUR LA PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LA PLANIFICATION LOCALE DU DEVELOPPEMENT

En donnant la parole à différents types d'acteurs concernés ou intéressés par les questions environnementales, l'atelier a voulu également souligner leurs rôles respectifs, leurs contributions, les contraintes rencontrées aux niveaux des activités ou alors au niveau institutionnel, et les probables orientations dynamiques analysées sur la base des expériences premières.

(Voir le tableau à la page suivante)

Acteurs	Roles et contribution	contraintes	orientations dynamiques
Les MEDIAS	Cela tourne autour du triptyque : IEC (information, éducation, communication), dans une démarche de sensibilisation, d'alerte – de dénonciation, si besoin est, en vue de la valorisation des mécanismes traditionnels de lutte contre la déforestation, entre autres champs d'action. Les médias locaux, surtout les radios communautaires, deviennent ainsi des outils mis à la disposition des acteurs de terrain, pour véhiculer un certain nombre d'informations et sensibiliser les populations.	De façon générale, ces contraintes sont d'ordres divers, notamment :- l'absence d'une formation adéquate relative aux questions environnementales ;- la non pérennisation des émissions radiophoniques qui s'arrêtent dès le départ du partenaire. Ceci met en exergue le coût élevé de la prise en charge et les difficultés de sponsoring de certaines thématiques ;- le diktat des autres rubriques sur les questions environnementales dans les grilles de programme, ce qui pose le problème de la sensibilisation des responsables des médias par rapport au caractère transversal de l'environnement dans une optique de développement.	Plusieurs suggestions ont été faites qui portent, entre autres, sur : - l'implication des médias locaux dans les activités de la dite Plateforme ; - la prise en compte, lors des montages de projets, des coûts liés à la communication environnementale, singulièrement, à travers les émissions radios ;- l'identification des mécènes et la mise en place d'un cadre favoriser le sponsoring pour la visibilité de la dimension environnementale des actions initiées par les uns et les autres, surtout les entreprises (en termes de responsabilité sociale et environnementale) ; - la formation des reporters et responsables des médias sur les questions liées à l'environnement et les changements climatiques.
SERVICES TECHNIQUES (les Eaux et Forêts)	De par leur mission de service publique, les Services des Eaux et Forêts apportent son concours dans la sensibilisation et la formation des acteurs, ainsi que dans l'encadrement des populations pour la production de plants, la reconstitution de la mangrove, la valorisation des produits forestiers, l'aménagement des forêts classées ou communautaires. Il leur revient également de « mener des actions de Police », conformément au Code de l'environnement et celui forestier.	Toutefois, ces agents de l'Etat rencontrent des difficultés qui limitent fortement leurs actions. Il s'agit notamment : - de l'insuffisance du personnel ; - de l'insécurité quasi permanente qui rend certaines zones inaccessibles ; - des comportements irresponsables de certaines populations et autres personnalités qui profitent de leurs statuts particuliers pour se donner et accorder des faveurs irrespectueux des textes réglementaires liés aux ressources naturelles.	Une collaboration plus efficiente est souhaitée qui devrait s'établir dès la phase de conception d'un projet – et non après disponibilité des ressources financières ou au démarrage des activités. Les services offerts par les Eaux et Forêts étant permanents, beaucoup d'informations peuvent être mises à la disposition des intervenants pour une meilleure connaissance des questions environnementales, notamment sur la gestion des ressources naturelles et les techniques de valorisation des dites ressources. D'ordre éco systémique ou à usage énergétique, l'exploitation de ces ressources a un impact à court, moyen et long termes sur l'économie locale, sur les profils environnementaux et climatiques du terroir, sur le développement, de façon intégrée.
ELUS LOCAUX	Compte tenu de la politique de décentralisation d'un certain nombre de questions de développement, les acteurs impliqués travaillent véritablement à des synergies entre chacun des trois ordres de Collectivités locales (Communes, Communautés rurales, Régions) et les autres catégories d'acteurs de développement, en plus des partenaires issus de la coopération. La plupart des actions des autorités locales tournent autour : - de la mise en place de politiques locales sensibles ou fondées sur la situation environnementale, à partir d'une analyse de l'éco système locale ; - de l'appui à l'organisation d'activités visant la vulgarisation des textes réglementaires (Code forestière, code de l'environnement, code de la pêche...) qui constituent des passerelles entre les élus et leurs populations, tout en étant des outils sur lesquels s'appuient les Elus eux-mêmes, dans leurs initiatives intercommunales.	Les contraintes majeures identifiées sont : - absence de formation pro environnementales, - déficit de perception ou de sensibilité liée aux enjeux environnementaux et climatiques, - faiblesse des ressources budgétaires allouées à l'environnement, - difficultés à intégrer l'environnement et le climat dans la planification locale du développement, - méconnaissance de la valeur et du rôle des services éco systémiques.	Des efforts sont entrepris afin d'atténuer certaines de ces contraintes. Pour illustration, un partenariat est établi avec le PADERCA pour ficeler des modules dans la maîtrise de la législation et des codes.

<p>SOCIETE CIVILE</p>	<p>En tant qu'acteurs très proches des populations, les OSC contribuent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la sensibilisation des populations et des Elus ; - la mise en place d'AGR pour la prise en charge des besoins des populations (combustibles, exploitation rationnelle des ressources naturelles et produits non ligneux, etc), - l'encadrement des populations en vue d'activités de préservation, de reboisement et de restauration des ressources forestières, de la mangrove, des vallées et périmètres agricoles, de lutte contre la dégradation des terres. Toute chose qui tournent autour des aménagements hydro agricoles, de la lutte contre les feux de brousse, de la mise en défens, de la lutte contre la salinisation des terres, de la construction d'ouvrages de retenue, de l'instauration de techniques et d'outils d'ostréiculture, etc). 	<p>Au niveau des contraintes, l'on note :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'insuffisance des agents techniques pour un suivi rapproché ; - la rareté du financement ; - l'insuffisance de l'accompagnement/implication des Elus locaux ; - de mauvaises stratégies de communication à l'endroit des décideurs, des partenaires, mais surtout des populations, en termes de sensibilisation, de mobilisation et de changements de comportements ; - l'absence de synergies entre acteurs de développement, à travers les projets/programmes initiés sans concertation, sans synergies au niveau des actions et des ressources. 	<p>//</p>
------------------------------	--	---	-----------

RECOMMANDATIONS DU PANEL

Des recommandations fortes ont sanctionné le panel. Il s'agit, entre autres, de :

- la promotion des Conventions locales¹ au niveau des terroirs ;
- la promotion de l'aménagement des forêts ;
- l'identification d'opportunités de financement (sponsoring) d'émissions radiophoniques pour la sensibilisation des populations ;
- l'engagement et la responsabilisation de la presse et des Elus, notamment, en matière de déforestation et de lutte contre les feux de brousse ;
- convier les médias et les Elus à voir ce qui se fait sur le terrain la promotion des alternatives innovantes et adaptées aux réalités locales de l'élargissement de la base de données des acteurs concernés par ces questions climatiques et environnementales.



Photo de famille - atelier de Ziguinchor

INFORMATIONS RÉGIONALES

PERSPECTIVES DRYNET II ET MOBILISATION DES ACTEURS DU SUD

Il s'est également agi pour les participants de partager des réflexions sur les contours de DRYnet II afin d'en dégager des perspectives dans la lutte contre la déforestation et les changements climatiques, surtout dans le contexte des régions Sud du Sénégal.

Une démarche de structuration et de développement de synergies devient alors nécessaire au niveau de la société civile. Ceci passe, tout d'abord, par le renforcement des plateformes locales et nationales pour le développement plus soutenu des zones touchées par la désertification et la dégradation des terres.

Les fonctions de coordination, d'échange, de lobbying constituent également des points clés de ces plateformes qui sont, elles-mêmes, des cadres de mutualisation orientés vers le policy influencing, à partir d'une posture de veille adoptée par les acteurs vis-à-vis des décideurs et des techniciens.

Ainsi les organisations de la société civile vont être mieux informées et connectées sur les processus politiques et être davantage outillées pour contribuer à ces processus.

Compte tenu du vide reconnu par les acteurs de la Société civile locale, quant à l'existence d'un cadre unitaire de « concertation », la mise sur pied d'une telle plateforme pour les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, est ainsi proposé qui pourrait ainsi aboutir à la création d'un réseau de la Société civile des régions Sud pour l'environnement et les changements climatiques.

En plus des échanges nécessaires, ce cadre permettrait de mieux articuler les interventions et pourrait également servir de réceptacle pour



Restitution lors de l'atelier de Ziguinchor

des partenariats dynamiques, tant avec les décideurs qu'avec les Collectivités locales et les autres acteurs nationaux et internationaux de développement.

Les participants se sont ainsi engagés à se retrouver autour du GRDR, comme facilitateur, pour approfondir la réflexion et travailler sur les contours du cadre (réseau ou plateforme).

LECONS APPRISSES

Cet atelier a permis d'avoir plus de visibilité sur les acteurs et partenaires qui interviennent dans la zone. A travers les échanges, les partenaires ont pu s'accorder sur la nécessité de travailler à davantage favoriser la collecte et l'usage de données quantitatives, au-delà du fait de répertorier les difficultés. En prenant la rareté des plantes médicinales pour exemple, il est possible, en travaillant avec les tradiprati-

ciens, de suivre l'évolution des espèces utilisés et de prendre les mesures idoines pour leur disponibilité permanente et leur renouvellement, sur la base de pratiques rationnelles de collecte, de valorisation et de gestion/préservation au sein d'un terroir. C'est ce suivi qui aidera à une démarche de capitalisation sur les bonnes pratiques.

Enda "Energie Environnement Développement", Dakar Sénégal

INFORMATIONS RÉGIONALES

Lutte contre la salinisation des rizières dans la communauté rurale de Coubalan

les populations des villages de Djiguinoum, Coubalan, Dioubour, Boulendien et Mandouard de la CR de Coubalan sont confrontées à une intrusion accélérée du sel dans les rizières à partir du marigot de Coubalan. A cela s'ajoute un ensablement à partir des eaux de ruissellement. Les habitants de la zone n'étaient pas bien organisés et préparés à faire face à ce fléau qui gagne progressivement du terrain.

C'est dans ce cadre que le projet d'aménagement hydro-agricole des vallées de la CR de Coubalan a été développé. Il a pour ambition entre autres, d'arrêter la perte par salinisation des superficies rizicultivables, d'évacuer les résidus de sel restant dans les rizières, de gérer l'eau, de relancer la production et de désenclaver les villages. Il s'agit principalement de la construction de digues anti-sel et de retenue, de la formation des partenaires de base et du suivi hydrologique et agricole.

Avant la mise en œuvre du projet, chaque village a mis en place un comité de gestion des aménagements de 5 membres chargé, en relation avec les techniciens d'Enda-Acas, de conduire les opérations d'endiguement. Ensuite, il a été procédé à la définition et à la répartition des tâches entre partenaires. Ainsi, Enda-Acas a été chargé de la recherche de financement, de la définition des normes de construction des digues et des ouvrages, de la formation des membres du comité de gestion



Rizières de Ziguinchor

des aménagements, du suivi technique des chantiers, du suivi hydrologique et agricole. Le Conseil Rural s'est vu confier les tâches de supervision du projet et de règlement d'éventuels conflits fonciers. Quant aux populations, en plus de l'élévation des digues avec leurs instruments traditionnels de labour (le Kadiando) complétés par des pelles, pics, dames et brouettes, elles ont accepté de fournir la main-d'œuvre non spécialisée ainsi que les matériaux locaux de construction des ouvrages (sable, gravillon, eau).

Le financement du projet est assuré par Genève Tiers- Monde, un partenaire traditionnel d'Enda-Acas. Le Projet de Protection des forêts du Sud (PPFS) a participé à la mise en œuvre du projet en apportant son expertise dans la réalisation de digues filtrantes.

ACTIVITES

- Formation des partenaires

L'exécution du projet a commencé par la formation de 25 membres des comités de gestion des aménagements sur l'ouverture et la fermeture du barrage en temps opportun, la surveillance et la maintenance des digues et l'organisation des équipes de réparation en cas de cassures. Ces formations comportent aussi

des séances de sensibilisation et d'animation sur la fertilisation organique.

- Travaux D'endiguement et de réalisations des ouvrages

Au niveau de chaque village, le comité de gestion des aménagements s'est entendu avec la population pour fixer les journées d'endiguement, une à deux journées par semaine dans la période d'octobre à mai. Ce rythme de travail défini a été relativement bien respecté partout.

Cependant, le caractère sablonneux de certaines rizières dans les Kalounayes n'a pas facilité la réalisation de ces activités. En effet les digues font souvent l'objet d'érosion et de cassures à cause de leur fragilité. Pour remédier à cette situation, Enda-Acas a envisagé et mis en application la construction de murettes digues en béton sur ces parties afin d'en assurer la durabilité.

- Introduction du Sesbania

Avec l'appui de l'ORSTOM de Dakar, Enda-acas a expérimenté la fertilisation par le sesbania dans ses zones d'intervention. Le Sesbania est une légumineuse qui a des aptitudes à fixer l'azote de l'air et à le mettre à la disposition

INFORMATIONS RÉGIONALES

des plantes une fois utilisé comme engrais vert. L'innoculum est pulvérisé sur la plante de *Sesbania* pour augmenter ses capacités fixatrices de l'azote atmosphérique.

Les membres des comités de gestion de aménagements ont été formés à l'application du *sesbania* et ont été chargés de démultiplier les connaissances auprès des populations.

Les résultats de cette expérience ont été très concluants avec une nette augmentation des rendements. A la lumière de ces résultats, les partenaires de base ont émis une forte demande pour l'acquisition de semences de *sesbania*, mais cet engagement s'est peu à peu estompé. En effet, l'ORSTOM n'était plus en mesure de fournir l'innoculum, mais aussi et surtout le double labour indispensable à l'utilisation du *sesbania*, d'une part au semis et d'autre part au moment de l'enfouissement de la plante, a fini par décourager les paysans dont le calendrier cultural est déjà très chargé.

VULGARISATION DU COMPOST

Pour remédier aux difficultés d'introduction du *sesbania*, enda-Acas a proposé le compostage aux partenaires de base. Ainsi, les membres des comités de gestion des aménagements et les animatrices des GPF ont été formés à la fabrication et à l'épandage du compost. Par la suite ces personnes ressources locales ont été appuyées par les techniciens d'enda-Acas dans la phase vulgarisation du compost.

INTRODUCTION DE VARIETES DE RIZ TOLERANT LE SEL

Pour accélérer la récupération des terres en phase de dessalement, des tentatives ont été menées dans le cadre de la recherche et l'introduction de variétés de riz tolérant le sel. C'est ainsi que 3 variétés provenant de la

zone de Enampor ont été expérimentées dans les parcelles rizicoles de la CR de Coubalan. Sur le plan de la productivité, les résultats ont été très satisfaisants puisque les rendements ont même doublés dans certains cas, mais ces variétés n'ont pas été bien appréciées par les populations, l'une du fait de sa couleur rouge, l'autre pour son pilage difficile et enfin la dernière parce qu'elle est utilisée dans sa zone d'origine pour des cérémonies de fétiche.

Acquis hydrologique et agricole

Au total 9km de digues ont été élevés par les populations de ces villages de 1996 à 1998 protégeant une superficie totale de près de 1240ha. La production rizicole a entamé une légère amélioration qui s'accroîtra au fil des années parallèlement au processus de dessalement. Les échantillons d'eau et de sol prélevés régulièrement sont analysés au laboratoire de l'ISRA à Djibélor. Ainsi, au fur et à mesure, on a noté une stabilisation du niveau de salinité à certains endroits et une tendance à la baisse dans d'autres. Les villages de Mandouard et de Fangoumé sont complètement désenclavés grâce à la construction d'une digue-piste et d'un ouvrage pont permettant le passage des véhicules. Les 2 digues filtrantes construites empêchent le sable d'arriver dans les rizières. Sur un autre plan, les populations constatent une diminution progressive de la salinité avec comme indicateur l'apparition du nénuphar sur les parties récupérées. En outre, elles remarquent une augmentation d'année en année des superficies emblavées et de la production, ainsi qu'une régénérescence de la forêt autour des vallées.

ELEMENTS DE DURABILITE

Les formations reçues par les comités de gestion des aménagements leur donnent les capacités de conduire les opérations d'endiguement, de maintenance des infrastructures et de gestion des barrages .

En outre les connaissances pratiques et comportements acquis par les populations à travers le processus d'élaboration et d'exécution de ce projet assureront de manière durable le maintien des résultats positifs.

Pour preuve le projet est arrivé à son terme en 1998 et aujourd'hui en 2004 les populations poursuivent les opérations d'entretien et de gestion des barrages avec l'appui du PAM et sous la supervision d'enda-Acas et du conseil rural.

LEÇONS TIRÉES

La forte productivité d'une spéculaison donnée ne suffit pas pour l'introduire dans un milieu, mais il faut tenir compte aussi d'autres facteurs, notamment psychologiques.

Par ailleurs, la construction de digue est un travail extrêmement difficile occasionnant souvent des découragements et des abandons de la part des populations. Pour maintenir l'ardeur au travail certains intervenants avaient introduit la motivation, autrefois financière, aujourd'hui en nature.

Actuellement, la motivation est bien ancrée dans les esprits, aussi pour faire faire aux populations des travaux d'endiguement de bonne qualité dans des délais raisonnables, il faut prendre en compte cette dimension.

Il s'agira donc désormais de renforcer la collaboration avec le PAM dans son volet nourriture contre travail, mais aussi d'intégrer la motivation en nature dans les budgets des prochains projets d'aménagements hydro-agricoles. C'est aussi une manière de renouveler la force de travail dans cette zone où la perte des surfaces rizicoles par salinisation occasionne quelquefois des déficits vivriers très importants.

Pour plus d'informations contacter:

ENDA- ACAS

Email : acas@enda.sn



Programme "Energie, Environnement, et Développement
54, Rue Carnot BP 3370, Dakar - Sénégal
Tél.:(221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83
Fax :(221) 33 821 75 95
email: enda.energy@orange.sn
URL: <http://energie.enda.sn>